

EXTRAIT DU REGISTRE

COMMUNE DE SOUVIGNARGUES (Gard)
ARRÊTE DU MAIRE N° 94/2024

POLICE DE CIRCULATION
Travaux de reconstruction d'un mur de soutènement
6 Chemin des Grenadiers

Madame la Maire de la Commune de Souvignargues (Gard),

Vu le Code de la Route, notamment son Article R.225,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux pouvoirs des Maires en matière de circulation ;

Vu la Loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la Loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la Loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

Vu l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre I, 8^{ème} partie : signalisation temporaire) approuvée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 ;

Vu la demande en date du 01 juillet 2024 de Mr Jean ROUX domicilié à Souvignargues (Gard) 4 Place de l'Église relative à des travaux de reconstruction d'un mur de soutènement 6 Chemin des Grenadiers à Souvignargues (Gard),

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers ainsi que celle des intervenants chargés de l'exécution des travaux

ARRÊTE

Article 1 - Réglementation :

La circulation de tous les véhicules sera interdite du point A au point C (voir plan ci-annexé).

Le stationnement des véhicules légers et/ou poids lourds sera interdit du point A au point C (voir plan ci-annexé)

Le stationnement des véhicules légers et/ou poids lourds sera interdit Chemin de la Roque du croisement Chemin du Lavoir jusqu'au croisement du Chemin des Grenadiers.

Les restrictions suivantes seront instituées au droit du chantier : défense de stationner – Panneaux AK5, panneaux B14 (30 km/h).

Article 3 - Durée de la Réglementation :

Le présent Arrêté sera applicable pour une période de 18 jours à compter du 02 septembre 2024, de 8 heures à 18 heures du lundi au vendredi inclus.

Article 4 - Signalisation :

La signalisation réglementaire des chantiers sera mise en place, entretenue et déposée par les soins de la personne chargée des travaux et à ses frais. Elle sera de la gamme normale et rétrofléchissante. La nuit et les jours fériés, la chaussée sera rendue à la circulation sur toute sa largeur.

Article 5 - Prescriptions diverses :

Les dispositions prises par le présent Arrêté ne pourront en aucun cas nuire à la libre circulation des véhicules prioritaires et de ramassage scolaire (service incendie et secours, ambulance...).

Article 6 - Responsabilité du Pétitionnaire :

La responsabilité du pétitionnaire sera substituée à celle de l'administration si celle-ci venait à être recherchée pour tout accident qui serait la conséquence de la présente réglementation.

.../...

La personne responsable du chantier, qui pourra être appelée de jour comme de nuit pour remédier à tout incident pouvant survenir du fait des travaux est :

Mr Jean ROUX
4 Place de l'Église
30250 SOUVIGNARGUES
Mobile : 06 80 06 83 93
Mail : jeannot.roux@wanadoo.fr

Article 7 - Infractions :

Les infractions aux dispositions qui précèdent seront constatées par des procès-verbaux et les contrevenants seront traduits devant les Tribunaux compétents.

Article 8 - Responsabilité des conducteurs de véhicules :

Les conducteurs de véhicules devront se conformer strictement à la signalisation en place ainsi qu'aux instructions qui pourraient leur être données sur place par les agents chargés du service d'ordre. Ils seront déclarés entièrement responsables dans le cas où les accidents viendraient à se produire par la suite de la non-observation du présent Arrêté.

Article 9 – Information des usagers :

Le présent arrêté sera affiché aux extrémités du chantier en complément de la signalisation sur le terrain. **Monsieur Jean ROUX prendra les mesures nécessaires pour informer les riverains.**

Article 10 :

Madame la Maire :

- certifie sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de la présente notification. Le Tribunal Administratif de Nîmes peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 11 :

Madame la Maire est chargée de veiller à l'application du présent Arrêté qui sera adressé à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SOMMIÈRES (Gard),
- Monsieur le Chef de Corps du Centre d'Incendie et de Secours de SOMMIÈRES (Gard),
- **Aux riverains par les soins du pétitionnaire.**

Fait à Souvignargues, le 06 août 2024

**La Maire,
Catherine LECERF**



